

menté de 87.5 p. 100 comparativement au trimestre correspondant l'an dernier. C'est dire en somme que ce montant s'ajoute aux bénéfiques accumulés par les banques canadiennes chaque année, depuis cinq ans, établissant presque un record dans les annales du pays. Absolument aucune disposition du bill présenté par le gouvernement ne réglementera en aucune façon les bénéfiques réalisés par les banques. C'est aujourd'hui qu'on l'a appris.

● (2110)

Une voix: C'est faux.

M. Broadbent: Je conseille au député de faire son discours et de le défendre parce que le ministre des Finances (M. Macdonald) n'a pas du tout essayé de répondre aux critiques tant à l'étape du rapport qu'au cours de ce débat. On a dit que ce bill ne limitait pas de manière satisfaisante les bénéfiques des sociétés, mais cette critique a tout simplement été ignorée. J'incite le député à parler de cela et à nous expliquer en détail comment le gouvernement surveillera les bénéfiques des banques et pourquoi le gouvernement impose toujours de manière arbitraire des taux d'intérêt qui dépassent les taux américains d'au moins 1½ p. 100, afin d'attirer les investissements au Canada.

Une voix: Changez de refrain!

M. Broadbent: Tous les économistes canadiens le savent.

Cela signifie qu'étant donné, d'une part, cette politique de toujours vouloir fixer les taux d'intérêt de façon arbitraire à un taux plus élevé au Canada—ce que l'on appelle le «frottement impur» que personne au gouvernement ne veut reconnaître—peu importent les profits des banques par rapport aux lignes directrices, et d'autre part, la politique du gouvernement d'attirer l'investissement étranger au Canada, ce qui a pour effet de maintenir le dollar canadien à la hausse, en fin de compte les banques canadiennes pourront grâce à cette mesure maintenir leurs profits excessifs. J'aimerais que le ministre des Finances s'occupe de cette question. Va-t-il permettre que les taux d'intérêt reprennent leur niveau normal au Canada? Si oui, il y aurait peut-être lieu de supprimer certaines des échappatoires dans le projet de loi pour mettre un frein aux profits excessifs.

Je sais, comme tous ceux qui connaissent la politique financière du gouvernement, qu'il va maintenir à un haut niveau les taux d'intérêt, ce qui signifie que les banques pourront continuer de réaliser des profits excessifs. Je prétends que c'est scandaleux que nous ne puissions au Canada, chaque année depuis cinq ans, attirer les investissements nécessaires dans le domaine de l'habitation. Le cabinet qui agit au nom des banques s'en lave les mains et laisse carte blanche aux banquiers.

Une voix: Vraiment?

M. Broadbent: J'entends les exclamations habituelles provenant des libéraux de l'arrière-plan. Que ne se lèvent-ils pour discuter la question au fond? Mon raisonnement peut être faux, je le concède, encore faut-il le prouver.

Nous prétendons que la seule façon de régler cette situation est de changer la loi sur les banques, de rétablir le principe sur lequel elle était basée il y a à peine dix ans, alors que l'on décidait, par des moyens politiques, quels taux d'intérêt appliquer à certains secteurs de l'économie et que l'on considérait que le taux hypothécaire ne devrait pas en principe être le même que le taux d'intérêt sur les emprunts faits pour un voyage aux Bermudes, pour un placement dans un centre commercial ou d'autres investis-

Anti-inflation—Loi

sements mais que le logement était une nécessité sociale et qu'on devrait distinguer les investissements dans le secteur du logement des autres types de placements.

Ce sont les libéraux qui ont modifié la loi sur les banques au cours de la dernière décennie, et ils n'ont pas l'intention de faire une pareille distinction. A ce compte-là, peu n'importent les désirs du ministre d'État chargé des Affaires urbaines (M. Danson), et je dis que nous ne réussirons pas à attirer des capitaux dans le secteur du logement, même si environ 20 p. 100 des Canadiens vivent dans des logements insalubres et dans des conditions déplorable. Je pense aux conditions particulières des Montréalais et des Québécois qui devront déboursier des centaines de millions de dollars pour le village olympique, alors qu'une forte proportion de la population de Montréal vit dans des taudis. Je dis que c'est là un scandale national, et qu'une des façons de s'en sortir serait de modifier la loi sur les banques et de durcir nos positions à l'égard de ceux qui administrent nos investissements dans ce secteur afin de nous assurer d'obtenir l'argent dont nous avons besoin.

Cependant, ce n'est pas l'objet de la mesure à l'étude, et cela influe directement sur l'inflation. La grande erreur du gouvernement dans son approche générale de l'inflation a été de s'attaquer aux symptômes plutôt qu'à la cause. Le gouvernement a dénoncé les hausses de prix dans l'économie ainsi que l'inflation, mais il a omis d'élaborer un programme visant à accroître l'offre dans les secteurs cruciaux afin de faire baisser les prix. A cette fin, il faudrait une planification très poussée de la part du gouvernement pour diriger les investissements dans notre économie là où il faut.

Le gouvernement et, si je peux me permettre de le dire dans ce contexte, l'opposition également, ont invoqué l'argument classique stupide voulant que les dépenses gouvernementales sont en quelque sorte néfastes et inflationnistes. Les Allemands de l'Ouest ne sont pas d'accord là-dessus, ni les Suédois, ni certains économistes américains. En principe, les dépenses gouvernementales ne sont pas forcément ni plus ni moins inflationnistes que les dépenses du secteur privé. Si nous laissons des investisseurs du secteur privé, comme nous le faisons actuellement au Canada, ériger des immeubles à bureaux inutiles à Toronto, Vancouver, Halifax et Montréal, la demande de main-d'œuvre et de matériaux s'accroît et l'inflation s'aggrave. Le NPD déclare qu'il faut faire cesser la construction pour le moment. Cette mesure nécessiterait certaines directives, une planification de l'économie. En ce qui concerne les investissements, la priorité serait donnée à la construction de logements. Nous dirions: ralentissez l'économie, ne permettez pas qu'on investisse autant dans la construction d'immeubles à bureaux et dans d'autres domaines inutiles, et voyez à ce qu'on investisse là où c'est nécessaire, en tenant compte des besoins de la société et de l'inflation.

Si nous accroissons les dépenses du gouvernement et faisons une loi pour obliger les banques à investir dans la construction de logements, nous enrayerons l'inflation dans le secteur de la construction de logements, et en obligeant les entreprises privées à investir dans la construction d'immeubles à bureaux, nous allégerons les pressions inflationnistes. Je soutiens que le gouvernement est encore loin de comprendre cette question ou, s'il la comprend, il feint cyniquement de l'ignorer, tout pénétré qu'il est de l'opinion que, pour certaines raisons, toute dépense du gouvernement est mauvaise et toute dépense du secteur privé est bonne.